

Commission de la condition de la femme
Cinquante-septième session
4-15 mars 2013
New York

GROUPE INTERACTIF D'EXPERTS

Thème de l'évaluation: Les progrès accomplis dans l'application des conclusions concertées sur le partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris en ce qui a trait aux soins dispensés dans le contexte du VIH/sida

Dialogue interactif 5: soins dispensés dans le contexte du VIH/sida, et reconnaître et apprécier la prestation de soins non rémunérés

L'ENQUETE BUDGET TEMPS DES HOMMES ET DES FEMMES DE 2005 EN TUNISIE ET LES DEFIS DE SA TRADUCTION DANS DES POLITIQUES PUBLIQUES

SOUAD TRIKI¹

Experte Genre et Développement
Economiste, Maître de Conférences

¹ Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

En début de mon intervention, je voudrais tout d'abord remercier les organisatrices et les organisateurs pour cette invitation à participer à cette session du CSW et de pouvoir partager avec vous les préoccupations de cette session et en particulier la question relative aux activités non rémunérées des femmes.

Je tiens ensuite à faire une précision concernant le correctif apporté à l'intitulé de ma présentation par rapport à ce qui a été annoncé dans le programme du panel et qui va porter sur « L'enquête budget temps des femmes et des hommes de 2005 en Tunisie et les défis de sa traduction dans des politiques publiques » au lieu de « L'enquête budget temps des femmes et des hommes de 2005 en Tunisie et sa traduction dans les politiques publiques ». Ceci étant, pour la simple raison, et comme je l'expliquerai par la suite : qu'en réalité il n'y a pas eu de suites à cette enquête ni de traduction dans les politiques publiques pour des raisons d'ordre politique et de conjoncture.

Cette intervention s'articulera autour des 5 points suivants :

1. Le contexte historique au lancement de l'enquête
2. Les objectifs attendus de cette enquête
3. Les principaux résultats de l'enquête en matière de travail domestique et de soins
4. Dans quelle mesure la réalisation de l'enquête a permis l'atteinte de ces objectifs
5. Les défis de la traduction de l'enquête dans les politiques publiques

1. Le contexte historique au lancement de l'enquête

L'enquête publiée en 2011 sur le budget temps des femmes et des hommes, fut la première enquête réalisée en 2005 au niveau national en Tunisie par le Ministère des affaires de la femme et de la famille, avec l'appui de l'ONU femmes. Deux enquêtes pilotes sur le budget temps des hommes et des femmes réalisées précédemment ont préparé le terrain méthodologique à la réalisation de cette première enquête d'envergure nationale.

La première² a été réalisée dans le cadre du CREDIF en 1995 et publiée en 2000, elle était consacrée seulement aux ménages du milieu rural, la deuxième était réalisée en 1998 dans le cadre du Ministère de l'Agriculture, elle était consacrée au secteur agricole.

Grâce à l'enquête budget temps sur les ménages ruraux de 1995, on a pu montrer que l'occupation des femmes rurales au sein de la sphère non marchande dépasse largement les indicateurs d'activité produits par les statistiques nationales. L'analyse des emplois du temps a permis de mesurer la contribution des différents membres de la famille aux différentes activités, selon les principales variables démographiques, et géographiques. Il en ressort une importance particulière de la contribution des femmes et des filles aux différents travaux agricoles et de soins. Dans les ménages agricoles, ce sont les femmes qui contribuent le plus aux travaux agricoles, plus particulièrement à l'élevage. La part du travail rémunéré est généralement faible dans le volume horaire moyen quotidien des activités des populations rurales. Alors que le travail non rémunéré, représentait 48 % du Budget temps quotidien moyen des activités productives des chefs de ménages ruraux masculins, celui des épouses représentait 97 %, celui des filles 89% et celui des fils 61 %.

Cette enquête a permis de donner les premières estimations par des travaux académiques³, sur le travail non rémunéré pour le milieu rural(dont la population représente 34% de la

2 Budget-temps des ménages ruraux et travail invisible des femmes rurales en Tunisie, CREDIF 2000 (Centre de Recherches d'Études, de Documentation, d'Information sur les Femmes), Ministère des Affaires de la Femme et de la Famille

population totale). Cette estimation de la valorisation du travail non rémunéré de ces ménages ruraux par la méthode de l'input, et du « substitut spécialisé » représentait près de 16 % du PIB en 1995 dont 80% réalisés par les femmes.

Cet essai d'estimation était une réponse aux sceptiques de la mesurabilité des activités non marchandes des ménages et en particulier des femmes.

La deuxième enquête sur les emplois du temps a été réalisée dans le cadre du Ministère de l'Agriculture. Ses résultats ont confirmé les tendances et les résultats de l'enquête précédente, notamment en matière d'activité agricole, où il est apparu clairement que le temps que consacrent les femmes aux travaux agricoles est plus important que celui consacré par les hommes, mais il reste invisible et non rémunéré. Ces résultats remettent en cause les statistiques nationales sur les taux d'activité des femmes dans l'agriculture qui affichaient des taux d'activité féminins inférieurs aux taux masculins.

Il est important de relever que ces enquêtes étaient réalisées principalement sous la pression des féministes du milieu universitaire et de la société civile et avec l'initiative et l'appui de certains cadres administratifs au niveau du CREDIF du Ministère de la Femme et du Ministère de l'Agriculture.

Dans ce contexte, l'enquête de 2005 sur le budget temps des femmes et des hommes, fut la première enquête réalisée en au niveau national en Tunisie par le Ministère des affaires de la femme et de la famille, avec l'appui de l'ONU femmes. Cette enquête est publiée en 2011.

2. Les objectifs de l'enquête tels que fixés par le Ministère des Affaires de la Femme

Cette enquête fournit des informations précieuses sur la gestion du temps des hommes et des femmes, temps de travail et temps de loisir dans des contextes socio-économique et culturels différents. Ses objectifs tels que fixés par le Ministère des Affaires de la Femme et tels qu'ils ressortent du rapport, sont les suivants :

- Fournir des informations aussi détaillées que possible sur l'emploi du temps des hommes et des femmes âgés de 15 ans et plus
- Comprendre les cycles de vie des femmes et des hommes, ainsi que la gestion du temps des membres de la famille, selon leurs caractéristiques démographiques, économiques et sociales
- Mieux connaître le temps consacré aux activités rémunérées et surtout non rémunérées par la population tunisienne en général et par les femmes en particulier
- Offrir une base statistique et de d'indicateurs sexués pour une meilleure intégration des questions du genre dans les programmes de budget et les comptes nationaux
- Contribuer par l'interprétation des données sur le budget temps à la mise au point de nouvelles formes et horaires du travail qui tiennent compte des changements dans les cycles de vie des personnes et qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier travail, vie familiale et loisirs
- Mieux apprécier l'importance du travail non rémunéré et domestique (investissement en heures) des femmes et des hommes ainsi que la production des ménages à la production des biens et services, et estimer la valeur

3 Thèse de doctorat d'État Souad Triki « Statut théorique et conceptuel des activités non marchandes des ménages dans la pensée économique et la comptabilité nationale_ Essai d'estimation de de la production non marchande des ménages ruraux »

ajoutée que cette contribution génère sur le plan économique

Il apparaît clairement que les objectifs de cette enquête ne se limitent pas seulement au travail domestique et des soins non rémunérés des femmes. Ils s'étendent à la gestion du temps des hommes et des femmes, temps de travail, productif ou non productif, professionnel ou domestique et de soins, temps de loisir, temps d'études, temps de soins personnels...

3. Les principaux résultats de l'enquête en matière de travail domestique et de soins

L'enquête de 2005 a été réalisée auprès de 4271 ménages, à partir d'un échantillon représentatif. Les conclusions du premier rapport de l'enquête sur les principaux résultats en matière de temps de travail domestique et de soins portent sur les principaux résultats suivants :

- Une première conclusion qui s'impose selon le rapport « est que pour les obligations familiales et domestiques « les femmes en font plus » ce qui nous amène à penser que l'égalité dans le partage des tâches domestiques entre les hommes et les femmes reste un objectif lointain ».
- Les rôles et les rapports de genre montrent une répartition inégalitaire des tâches entre les sexes : les hommes passent l'essentiel de leur temps au travail professionnel plutôt rémunéré et à mener des activités de loisir, alors que les femmes s'investissent essentiellement dans le travail domestique.
- Les femmes toutes catégories confondues « consacrent huit fois plus de temps que les hommes à l'accomplissement du travail domestique et aux soins dispensés aux enfants et aux personnes âgées ou dépendantes vivant avec la famille, soit 5h 16 contre 39 minutes (respectivement 21,9% contre 2,7% d'une journée). En moyenne le tunisien âgé de 15 ans et plus consacre 3 heures par jour au travail domestique et presque autant sinon moins au travail professionnel rémunéré (2h 53).
- La différence de genre est ici très significative, dans cette moyenne la répartition est très inégale dans la répartition des temps de travail. Les femmes consacrent en moyenne 77% de la charge de travail globale et les hommes n'en consacrent que 0h :39 , ce qui représente 13% de leur temps de travail global.
- Le temps réservé aux travail domestique et de soins varie selon le statut dans l'occupation. Les femmes au foyer consacrent 7h :1 par jour au travail domestique et de soins, celles qui sont occupées à un travail professionnelle, en consacrent 4h: 18, celles qui sont au chômage en réservent 5h:07, celles qui sont à la retraite 5h:16, et les étudiantes et élèves en consacrent respectivement 2h:10,et 2h:13.
- Les différences en termes de statut matrimonial sont assez significatives. En terme relatif par rapport aux différentes activités quotidiennes, les femmes mariées consacrent plus que le double du temps réservé aux activités domestiques que les femmes célibataires. Les femmes mariées assurent la plus grande charge en matière de soins aux personnes à charges dépendantes, soit 1,72h contre 0,6 pour les célibataires, 0,59 pour les veuves et 0,48 pour les divorcées
- La prise en charge des enfants et les soins divers qu'exige leur éducation est inégalement réparti entre les parents. La charge de travail de soin varie selon l'âge de l'enfant, l'environnement familial et institutionnel. En milieu urbain les services mis à la disposition des familles contribuent à la réduction du temps des femmes mais leurs coût n'est pas accessible à l tous les ménages.
- La nature et la répartition des tâches restent très marquées par la division sexuelle

traditionnelle du travail la préparation des repas, la lessive et la vaisselle, accaparent près de 60% du temps de travail domestique des femmes, contre 20% pour les hommes

- les femmes ont un temps professionnel inférieur à celui des hommes, mais leur journée de travail dépasse d'environ 2 heures celle des hommes, lorsqu'on additionne le temps de travail professionnel au temps de travaux domestique et de soins.
- Entre 35 et 44 ans les femmes travaillent 8h 39 par jour dont 6h 54 de travail domestique et les hommes respectivement 6h52 et 0h 52.
- La valeur globale du travail domestique, des soins et des services rendus non rémunérés sont estimés à 47, 4% du PIB 2006.
- Ces différences en matière d'utilisation du temps expliquent le faible accès au marché du travail quelque soit leur niveau d'instruction, en effet les taux de chômage des femmes diplômées sont les plus élevées et dépassent les 33%.
- Plus le niveau d'instruction est élevé, plus le temps domestique se réduit au profit de la formation des loisirs et des déplacements, le temps de travail professionnel tend aussi à augmenter.
- Les femmes consacrent en moyenne par jour, 1h:32 au travail professionnel rémunéré et 5h16 au travail domestique et de soins non rémunéré, (respectivement, 1h:58 et 5h:30 pour le milieu rural puis 1h19 et 5h:8 dans le milieu urbain), contre respectivement 4h:17 au travail professionnel pour les hommes et 0h:39 aux travaux domestiques.
- Les femmes qui sont occupées par un travail professionnel, consacrent plus de 9heures au travail environ 4h47 pour le travail rémunéré et presque autant pour le travail domestique et de soins.
- L'enquête a aussi montré que les femmes chômeurs passent moins de temps à chercher du travail (4 minutes par jours) que les hommes chômeurs (38 minutes par jours), ceci s'explique d'abord, par le fait qu'elles sont moins disponibles du fait de leurs charges domestiques et puis par parce qu'elles sont contraintes à être moins mobiles pour chercher du travail, vu leur statut.

4. Dans quelle mesure la réalisation de l'enquête a permis l'atteinte de ses objectifs

A la lecture du premier rapport publié en 2011, l'enquête budget temps des hommes et des femmes menée au niveau national en 2005 a globalement atteint les objectifs qui lui ont été fixés par le Ministère des affaires de la Femme et de la Famille.

On peut considérer que l'enquête a répondu aux 6 objectifs préalablement fixés, dans la mesure où :

- Elle a en effet fourni des informations détaillées sur l'emploi du temps des hommes et des femmes âgés de plus de 15 ans.
- Elle a aidé à comprendre la gestion du temps des membres du ménage selon leurs caractéristiques socio-économiques et démographiques
- Et aussi à mieux connaître le temps consacré aux activités rémunérées et surtout non rémunérées par la population tunisienne en général et par les femmes en particulier.

Par ailleurs, l'enquête offre une base de données gendérisées permettant aux pouvoirs publics de réaliser les politiques suivantes:

- par l'intégration des questions de genre dans les programmes, le budget et les comptes nationaux,
- par l'aménagement d'horaire du travail qui tiennent compte des changements dans les cycles de vie des personnes et qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier travail professionnel et vie familiale et loisirs.
- Enfin, cette enquête a permis d'apprécier l'importance du travail non rémunéré et domestique des femmes et des hommes et d'estimer la contribution des ménages à la Valeur ajoutée économique

5. Les difficultés de l'utilisation de l'enquête dans les politiques publiques

- Cette enquête dans ses conclusions, a notamment attiré l'attention sur l'insuffisance des services d'aide aux familles qui auraient pour rôle d'alléger les tâches des femmes et de réduire les inégalités entre les sexes en termes d'accès au travail et à la participation politique, en considérant que la création de garderies scolaires qui assureraient le suivi scolaire, l'accompagnement, les activités de vacances pourraient être aussi une source d'emploi pour les jeunes tant recherchée. Elle pose clairement le problème de la concurrence vie professionnelle vie familiale ou carrière professionnelle carrière maternelle, un problème qui en apparence se pose seulement et d'abord aux femmes et à la famille, alors que le problème reste fondamentalement un problème sociétal. L'enquête a enfin révélé qu'il y a une démission des hommes dans le partage des tâches domestiques et dans l'éducation des enfants. En fait, la démission est aussi et surtout celle des institutions et des acteurs économiques et sociaux face à la question de la prise en charge au sein des ménages des personnes dépendantes et des soins des membres du ménage.
- Au vu de ces conclusions la question qui s'impose et qui se pose est celle de savoir dans quelle mesure les décideurs et les institutions publiques en Tunisie, ont utilisé ces résultats et ces conclusions au profit de politiques publiques pour combattre la discrimination de genre dans la prise en charge des travaux domestiques et de soins et de les traduire en politiques publiques budgétaire , politiques familiales et politiques d'emploi plus égalitaire ?

Paradoxalement à ce qui pourrait être attendu, l'élan initié depuis le milieu des années 90 par des féministes universitaires, par la société civile, et certaines cadres du CREDIF et du Ministère de la Femme, n'a pas connu de suivi au niveau des décideurs, en haut niveau des instances de décision.

Comment peut on expliquer cette attitude? De notre point de vue cela s'explique principalement par deux facteurs majeurs, d'une part, le manque de volonté politique du régime de Ben Ali aggravée depuis le milieu des années 2000, et d'autre part, par le caractère provisoire des institutions après la chute de ce régime et depuis la révolution du 14 janvier 2011.

En effet, l'État tunisien a toujours été fier du Code de Statut Personnel (CSP) adopté en 1956 la première année après l'indépendance de la Tunisie et avant même l'écriture de la Constitution de 1959. Ce CSP considéré comme le Code le plus avancé pour son temps dans la région arabe a connu des améliorations au fil des années.

Ce contexte explique l'émergence d'un féminisme d'État qui se veut hégémonique et dont l'intolérance et l'agressivité à l'égard de courants indépendants féministes n'a cessé de

s'aggraver sous le régime de Ben Ali. Ce régime a largement instrumentalisé la question féminine au profit de sa politique et de sa propagande nationale et internationale. Le discours et l'attitude officielle concernant les femmes tunisiennes apparaissaient de plus en plus auto suffisants et exclusifs.

Par ailleurs, l'aggravation de l'autoritarisme du pouvoir, et de la corruption de l'appareil d'État a conduit les dernières années du régime de Ben Ali, à la propagation d'un immobilisme et d'une dégradation manifeste du rendement des institutions publiques, où aucun haut responsable ni aucun ministre ne pouvait prendre aucune décision tant soit peu importantes avec quelques implications budgétaires ou politiques, sans l'aval de Ben Ali.

Ainsi toutes initiatives dans le sens de l'intégration du genre dans les politiques publiques étaient bloquées. A titre d'exemple, suite à l'atelier de formation des formateurs sur la Budgetisation sensible au genre en 2008, appuyé par l'ONU femmes et le FNUAP, et sur recommandation de l'atelier, la suggestion faite par le Ministère des Affaires de la Femme au Ministère des finances pour initier dans le budget de l'État l'approche genre, a été tout simplement refusée. Même cette enquête budget temps des hommes et des femmes réalisée depuis 2005 a été entourée par la plus grande discrétion et elle n'a pu être exploitée que tardivement et n'a pu être publiée qu'après la révolution en 2011. Toutes les initiatives à relancer le processus à ce sujet ont été freinées, et les bonnes volontés découragées au niveau des actions individuelles et dispersées

Dans cette phase de transition par la quelle passe la Tunisie, et en attendant la nouvelle constitution et la mise en place du nouveau gouvernement et des nouvelles institutions non provisoires, il est très important de garder le fil des idées au sujet de cette enquête emploi du temps, pour relancer la stratégie de son utilisation.

6. Les défis pour la consolidation et l'utilisation des Enquêtes Emploi du Temps

A l'âge économique où nous vivons, les grandes mutations socio démographiques et technologiques auxquelles nous assistons, engendrent des dérèglements au niveau du marché du travail voire des déficits au niveau des besoins de certains secteurs émergents, notamment dans les services, malgré l'étendue générale du chômage.. et ce déficit on va chercher à le combler en puisant dans les réservoirs traditionnels de la main d'œuvre féminine depuis la sphère domestique par l'attrait des femmes aux emplois les plus « flexibles » ou carrément précaires, et par le maintien des mères de famille sur le marché du travail.

Le vieillissement des populations tend par ailleurs, à augmenter les taux de dépendance des personnes à charge dans les populations, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées ou affectées ... Les populations féminines de plus en plus instruites, et émancipées, en Tunisie, elles représentent 52% des élèves du secondaire et plus de 60% des étudiantes dans les universités, confrontées au chômage galopant, se trouvent de plus en plus tiraillées, d'une part, par des forces centripètes du marché de l'emploi pour combler le déficit croissant du marché des services au niveau des activités émergentes et d'autre part, par les forces centrifuges du champ domestique et du travail impayé, pour combler le déficit social au niveau de la prise en charge des personnes dépendantes. C'est ainsi qu'on observe une tendance chez les femmes diplômées à regagner le foyer

C'est précisément, là où la régulation par le marché est inopérante et défailante, et c'est là où le rôle de l'État est primordial en faveur des stratégies nationales qui associent la société

civile et les autres acteurs économiques et sociaux pour réhabiliter, reconnaître et mesurer la portée de ce potentiel des femmes, longtemps resté invisible et non reconnu, et pour mettre en place des stratégies nationales de conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle pour aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

Si la production domestique avait été incluse dans le système des comptes macro-économique, soit comme partie intégrante du SCN, soit comme élément distinct mais comparable, dans des comptes satellites des ménages, les pouvoirs publics auraient eu une image différente du développement économique et aurait peut être mis en œuvre des politiques économiques différentes. Des politiques d'encouragement pour une distribution égalitaire des salaires entre hommes et femmes, les programmes de prise en charge des enfants pourraient être envisagés pour réduire la précarité de l'emploi féminin...

Ces travaux empiriques, de la Nouvelle Économie de la Famille ont recours à de nouveaux instruments et outils d'analyse. Les enquêtes sur les emplois du temps des ménages s'avèrent l'instrument incontournable pour la mesure et la comptabilisation de la production non marchande des ménages et le travail non rémunéré. La variable temps, la catégorie valeur d'usage, devient incontournable pour l'analyse économique et pour les stratégies nationales des politiques publiques. L'une des recommandations des enquêtes emploi du temps en Tunisie est la réalisation de ces enquêtes à des intervalles réguliers, la mise en place de compte satellite ménage dans le SCN, et leur traduction en politiques publiques avec la participation de la société civile, et le secteur privé.